

Service Risque Installations Classées (SRIC)  
Pôle Air Déchets Val-de-Marne Est (PADVME)

Créteil, le 09/05/2025

**Nos réf. : DRIEAT/UD94/2024/PADVME/AE/N°349**

**Affaire suivie par : Aurore ETHIEVANT**

**Tél. : 06 58 47 54 36 / 01 49 80 21 62**

**Courriel : aurore.ethievant@developpement-durable.gouv.fr**

*N° dossier : 9421489*

*GUN : 0007402258*

*N° Hélios : 62387*

*Procédure : Réexamen IED-MTD (IED)*

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :**

**Dossier de réexamen de novembre 2018 – Réexamen  
des conditions d'autorisation du SIAAP au titre de la  
directive IED**

**Exploitant concerné :**

**SIAAP Seine amont Valenton**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SIAAP Seine Amont
Adresse géographique	10 avenue Julien Duranton, Val Pompadour - 94460 VALENTON
Adresse siège social	2 rue Jules César - 75589 PARIS
Activité	Usine de dépollution des eaux urbaines : Traitement des eaux à hauteur de 600 000 m <sup>3</sup> d'eau / jour, extensible par temps de pluie à 1 500 000 m <sup>3</sup> d'eau/ jour
Régime	A [IED]
Rubrique ICPE principale	3520-a
Statut Seveso	Seveso seuil haut
Réglementation applicable	<p><b><u>Installations, Ouvrages, Travaux, Activités</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrêté préfectoral n°2008/4518 bis du 05 novembre 2008 abrogeant l'arrêté n°2001/5055 du 26 décembre 2001 et portant autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement de la station d'épuration Seine Amont ; Arrêté interpréfectoral n°2019-0943 du 12 avril 2019 portant complément à l'arrêté n°08-0273 du 20 janvier 2008 autorisant au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement le système de traitement de Marne-Aval ;</li></ul> <p><b><u>Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrêté du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;</li><li>• Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>• Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;</li><li>• Arrêté n°2009/10406 du 21 décembre 2009 portant réglementation complémentaire d'installations classées pour la protection de l'environnement - Rejets de substances</li></ul>

	<p>dangereuses dans le milieu aquatique de la station d'épuration des eaux urbaines Seine Amont du SIAAP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté n°2010/7139 du 20 octobre 2010 portant autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement - Demande d'autorisation d'exploitation souscrite par le SIAAP au vue de la mise aux normes de la DERU (Directive sur les eaux résiduaires urbaines) de la station d'épuration Seine Amont du SIAAP ;</li> <li>• Arrêté n°2014/6055 du 30 juin 2014 portant réglementation complémentaire d'installations classées pour la protection de l'environnement - Station d'épuration d'eaux urbaines Seine Amont du SIAAP - Pilote d'essai pour la liquéfaction du biogaz ;</li> <li>• Arrêté n°2014/6327 du 24 juillet 2014 portant réglementation complémentaire d'installations classées pour la protection de l'environnement concernant la mise en oeuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations existantes - Station d'épuration d'eaux urbaines Seine Amont du SIAAP ;</li> <li>• Arrêté n°2020/3635 du 30 novembre 2020 portant imposition de prescriptions complémentaires au SIAAP pour l'exploitation de son unité de traitement des eaux usées ;</li> <li>• Arrêté n°2021/03894 du 26 octobre 2021 portant imposition de prescriptions complémentaires au SIAAP pour l'exploitation de son unité de traitement des eaux usées ;</li> <li>• Arrêté d'autorisation environnementale n°2022/02358 du 04 juillet 2022 relatif à l'exploitation de l'installation de désinfection des eaux traitées de la station d'épuration exploitée par le SIAAP ;</li> <li>• Arrêté d'autorisation n°2024/01059 du 29 mars 2024 portant complément de l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04/07/2022 relatif à l'exploitation de l'installation de désinfection des eaux traitées de la station d'épuration exploitée par le SIAAP ;</li> <li>• Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2023/02360 du 30 juin 2023 relatif à l'exploitation de l'installation pilote de traitement par co-méthanisation de boues d'épuration, de fumier équin, de graisses et de la fraction organique résiduelle d'ordures ménagères, de la station d'épuration exploitée par le SIAAP ;</li> <li>• Arrêté préfectoral complémentaire n°2023/3899 du 31 octobre 2023 relatif à l'exploitation d'une installation de traitement de biogaz et de réinjection de biométhane dans le réseau de ville de la station d'épuration exploitée par le SIAAP.</li> </ul>
--	---

Le présent rapport fait état de l'analyse du dossier de réexamen IED de l'usine du SIAAP Seine Amont implantée sur la commune de Valenton. Le présent rapport propose à monsieur le Préfet du Val-de-Marne les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction de ces documents.

## 1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

### 1.1 Activité principale et équipements

La station d'épuration du SIAAP de Seine-Amont assure le traitement des effluents d'eaux usées d'un bassin comprenant la totalité du Val-de-Marne, la vallée de l'Yerres aval, la vallée de l'Orge, la vallée de la Bièvre et des zones des départements de Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis limitrophes. Le site de Seine amont (SAM), situé sur la commune de Valenton, traite ainsi les eaux du Sud-Est de l'agglomération parisienne. Sa capacité de traitement s'élève à 600 000 m<sup>3</sup> d'eau/jour, extensible par temps de pluie à 1 500 000 m<sup>3</sup>.

### 1.2 Situation administrative

Le SIAAP est classé sous différentes rubriques au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA / nomenclature « eau »).

Les installations d'incinération de boues relèvent, au titre des rubriques 3520-a et 3532, des dispositions de la directive IED (Industrial Emissions Directive), codifiée à la section 8 du titre Ier du livre V du code de l'environnement : Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

Pour mémoire, l'établissement relève également du statut « SEVESO seuil haut » depuis le 1er juin 2015, au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le tableau ci-après présente le classement de l'établissement au titre des rubriques 3xxx (« IED ») de la nomenclature des installations classées ; **le classement de l'établissement sera à mettre à jour avec ces éléments à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral :**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation/Volume	Régime <sup>1</sup>
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 1 torchère 20603 de 18,5 MW</li> <li>– 1 torchère 20604 de 15 MW</li> <li>–</li> <li>TOTAL : 33,5 MW</li> </ul>	A
3440	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits phytosanitaires ou de biocides	Unité de désinfection par injection de biocide généré in situ par mélange de précurseurs - débit de production de juin à septembre : 3 * 370 l/h	A
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets :  a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Installations d'incinération du SIAAP  – Thermylis : Incinérateur à lit fluidisé de boues déshydratées et fines de séchage de boues de capacité 7,85 t/h avec récupération thermique et traitement des fumées de type sec	A

<sup>1</sup> A : Autorisation – DC : Déclaration avec contrôle périodique – D : Déclaration – NC : Non classé

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation/Volume	Régime
		<ul style="list-style-type: none"> <li>– Pyrofluid : Incinérateur à lit fluidisé de boues déshydratées avec ou sans fines de séchage de boues de capacité 5,2 t/h avec récupération thermique et traitement des fumées de type humide</li> <li>– Pyrolyseur : Pyrolyseur de boues séchées et/ou déshydratées de capacité 3,63 t/h avec une valorisation énergétique et un traitement des fumées de type sec</li> </ul>	
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> <li>- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération</li> <li>- traitement du laitier et des cendres</li> <li>- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants</li> </ul> <p>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</p>	<p>3 sécheurs thermiques fonctionnant au gaz naturel ou biogaz.</p> <p>Puissance thermique unitaire : 7 MW Capacité unitaire : 8 t/h de matières brutes entrantes et 192 t/j.</p> <p>2 dilacérateurs des boues de 4 kW par équipement 3 broyeurs de granulés de 26 kW par équipement</p> <p>2 broyeurs dilacérateurs de déchets totalisant 45 kW</p>	A

### **Zoom sur la rubrique 3110 :**

Par courrier du 05 mai 2021, l'exploitant s'était positionné sur la rubrique 3110 et avait transmis une évaluation de la puissance thermique nominale totale des activités de combustion du site. Puis, par porter à connaissance du 28 décembre 2021 concernant la modernisation du réseau de biogaz et la production de biométhane, avait transmis une nouvelle réévaluation de la puissance thermique nominale totale des activités de combustion du site, pour un total de 98,2 MW en raison du changement d'une torchère, de l'ajout d'une chaudière GNV de 0,8 MW et de l'ajout d'une torchère pilote COMETHA inférieure à 0,1 MW. La liste actualisée de la puissance thermique totale des activités de combustion du site était la suivante :

- 3 groupes électrogènes Valenton 2 alimentés au fioul domestique (4,8 MW)
- 1 groupe électrogène diesel pour la boucle d'huile du traitement des boues (0,4 MW)
- 2 groupes électrogènes diesel de secours (0,4 MW)
- 2 chaudières eau chaude, mixtes gaz naturel / bio gaz d'une puissance unitaire de 4,5 MW (9 MW)
- une torchère 20602 de 8,4 MW
- 1 torchère 20603 de 18,5 MW
- 1 torchère 20604 de 15 MW
- 1 incinérateur Pyrofluid de 3,5 MW
- 1 incinérateur Thermilys de 4,5 MW
- 1 pyrolyseur de 11,8 MW
- 1 chaudière GNV de 0,8 MW
- 1 torchère pilote COMETHA inférieure à 0,1 MW
- 3 sécheurs thermiques d'une puissance unitaire de 7MW (soit 21 MW)

L'arrêté du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW [NOR : TREP1726535A] devait s'appliquer. Toutefois, le point I de l'article 3 de l'arrêté précise qu'il s'applique "aux installations de combustion d'une puissance nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, et qui reste supérieure ou égale à 50 MW lorsqu'on retranche les puissances des appareils de puissance inférieure à 15 MW". Seules les torchères 20603 (18,5 MW) et 20604 (15 MW) peuvent donc être compatibles pour une puissance thermique nominale totale de 33,5 MW permettant donc l'application de l'arrêté du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale inférieure à 50 MW soumise à autorisation [NOR : TREP1726534A] par application du point I de l'article 3.

Le BREF LCP pouvant s'appliquer pour la rubrique 3110, l'inspection a interrogé l'exploitant sur son positionnement. Par courrier du 05 mai 2021, l'exploitant communique son analyse par laquelle il conclut que les conclusions du BREF LCP ne sont pas applicables. En effet, le champ d'application de la décision d'exécution 2021/2326 de la commission du 30 novembre 2021 précise que les conclusions ne concernent pas la combustion de combustibles dans des unités d'une puissance thermique nominale inférieure à 15 MW et ne s'applique pas également au torchage. Par conséquent, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF LCP ne sont pas applicables aux installations du SIAAP.

### **Zoom sur la rubrique 3440 :**

Cette nouvelle activité relative à la désinfection des eaux a été autorisée par arrêté préfectoral n°2022/02358 du 4 juillet 2022.

Le dossier présenté par l'exploitant à l'appui de la demande d'autorisation correspondante contenait le positionnement de l'exploitant au regard des meilleures techniques disponibles. Ainsi l'examen de la conformité à la directive IED ayant été examinée lors de l'instruction du dossier, elle n'est pas traitée dans le rapport ci-après.

## **2 DOSSIER DE RÉEXAMEN IED**

### **2.1 Contexte**

La Commission européenne a publié la décision d'exécution n°2019/2010 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets (BREF WI). Cette publication a déclenché le réexamen des prescriptions de l'autorisation de l'installation, conformément à l'article L.515-28 du code de l'environnement par le fait que l'établissement a pour rubrique principale la rubrique 3520 pour lequel le BREF WI en tant que BREF principal s'applique. Ce réexamen doit tenir compte également de tous les BREFS secondaires.

L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection des installations classées, à la date du 03/12/2020, le dossier de réexamen des incinérateurs de l'usine (Pyrofluid, Pyrolyseur et Thermylis) portant sur le guide BREF WI, une notice interne explicative concernant l'incinérateur Pyrofluid ainsi qu'un courrier d'accompagnement.

Une demande de complément faisant suite au dossier de réexamen a été formulée par l'inspection des installations classées à la date du 01/03/2021 demandant à l'exploitant :

- De communiquer le rapport de base conformément au 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement afin de, pouvoir comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation ;
- D'analyser les Meilleures Techniques Disponibles du BREF WT puisque les installations du site relèvent de la rubrique 3532 ;
- D'évaluer si les installations de combustion du site sont soumises à la rubrique 3110 et le cas échéant, d'étudier les Meilleures Techniques Disponibles du BREF LCP ;
- Compléter le dossier de réexamen en prenant en considération les BREFs transversaux tels que l'efficacité énergétique (ENE), les aspects économiques et effet multi-milieux (ECM).

Dans ce cadre :

- L'exploitant a communiqué auprès de l'inspection des installations classées, le rapport de base du site à la date du 02 juillet 2021 avec un courrier complémentaire (courrier n° SAM21D01734) ;
- Le dossier de réexamen du BREF WT de décembre 2020 a été communiqué à l'inspection ;
- L'exploitant a adressé par courrier du 05 mai 2021 et par porter à connaissance du 28 décembre 2021 la réévaluation de la puissance thermique nominale totale des activités de combustion confirmant que les installations de combustion du site sont soumises à la rubrique 3110. A la date du 21 mai 2021, il a également évalué l'impact du nouveau classement des activités de combustion sur le réexamen des Meilleures Techniques Disponibles. Le BREF LCP ne s'appliquant pas aux unités de combustion d'une puissance thermique nominale inférieure à 15 MW ainsi qu'au torchage, ce dernier n'est donc pas applicable au site.

Enfin, un point d'avancement a été fait sur site avec l'exploitant en juillet 2024.

## 2.2 Rapport de base

L'exploitant a communiqué son rapport de base par courriel le 05 juillet 2021. Il a utilisé, dans le cadre de la réalisation de son rapport de base, le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED (version 2.2 - octobre 2014) communiqué par le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Ce rapport de base contient :

- le périmètre du rapport de base ;
- le contexte réglementaire ;
- la description du site et de son environnement ;
- une identification des sources de pollution potentielles ou avérées ;
- une matrice des substances dangereuses pertinentes ;
- une étude d'impact et une étude de danger ;
- le programme des travaux d'investigation et sa mise en œuvre ;
- l'interprétation et analyse des résultats.

Le périmètre géographique dit "périmètre IED" prend en considération les installations concernées (dilatérateurs, sécheurs, incinérateurs) ainsi que les équipements liés techniquement à ces installations.

L'exploitant précise, qu'au droit du site était implanté une décharge sauvage avant que le SIAAP n'exploite la parcelle. Il est également mentionné que le SIAAP a été construit sur d'anciennes gravières sablières remblayées par divers matériaux (ordures ménagères, terres polluées par des hydrocarbures, métaux) au cours des années 70, pour lequel le site est répertorié dans la base BASOL. Sur l'emprise des constructions du SIAAP, les terres ont été excavées suivant la fiche BASOL.

L'étude historique et documentaire du rapport de base précise la réalisation de deux études d'impact. Cependant, celles-ci ne prennent pas en considération les dilatérateurs et le four Pyrofluid. Pour autant, une analyse des substances et mélanges dangereux est réalisée par le SIAAP dans son dossier de réexamen permettant d'établir les substances et mélanges dangereux pertinents pouvant générer des risques de pollution des eaux et du sol.

Dans le cadre de l'examen des résultats d'analyses, il est mis en évidence les éléments suivants :

- Sols : des anomalies faibles à modérées en métaux sur l'ensemble des sondages réalisés au niveau des sols dont l'exploitant interprète que ces valeurs sont justifiées par l'ancienne activité du site ;
- Sols : une présence généralisée de dioxines et de furanes sur l'ensemble des points de prélèvements mais qui se retrouve en concentration importante sur le point de prélèvement S5 avec une concentration de 220 ng/kg TEQ OMS dont l'exploitant interprète également que ces valeurs sont justifiées par l'ancienne activité du site ;
- Eaux souterraines : une anomalie en hydrocarbures est observée au droit du piézomètre PZ7 avec une concentration de 2100 µg/L ainsi que la présence d'une valeur de plomb à 500 µg/L. L'exploitant précise que ces valeurs sont également justifiées par l'ancienne activité du site suivant la fiche BASOL.

**L'examen par l'inspection du rapport de base appelle la demande suivante : l'exploitant doit compléter son rapport de base en mentionnant, s'il possède ces informations, les éléments pertinents concernant la déchetterie (ex : déchets autorisés et leur dangerosité au regard du risque de pollution) qui était présente initialement au droit du site.**

### 2.3 Dossier de réexamen de l'installation

Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier communiqué par l'exploitant avec ses compléments contient :

- une comparaison du fonctionnement des installations avec les meilleures techniques disponibles du BREF WI (arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux MTDs applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 [NOR : TREP2100168A]) ;
- une comparaison du fonctionnement des installations avec les meilleures techniques disponibles du BREF WT (arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de déchets relevant de l'autorisation [NOR : TREP1924132A]).
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation en application du III de l'article R.515-70 du code de l'environnement suite à son analyse concernant les prescriptions applicables de l'arrêté du 12 janvier 2021 (BREF WI). Cependant, le positionnement de l'exploitant reste toujours en cours sur certaines prescriptions.

De plus, l'exploitant n'a pas apporté son avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation suite à son analyse concernant les prescriptions applicables de l'arrêté du 17 décembre 2019 (BREF WT).

En ce sens, l'inspection estime que le dossier permettant l'actualisation des conditions d'autorisation de l'installation est incomplet. Toutefois, étant donné que les prescriptions des arrêtés ministériels s'imposent de droit à l'établissement (cf. ci-après), il est proposé d'instruire le rapport de réexamen de l'exploitant sans ce positionnement. En effet, le dossier est suffisant pour pouvoir conclure sur le réexamen IED de l'installation

Les arrêtés qui s'appliquent sont :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales lié au BREF WI publié au Journal Officiel en date du 24 février 2021 : "*arrêté du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520*". Les prescriptions de cet arrêté sont applicables aux incinérateurs (rubrique principale en 3520) du SIAAP depuis le 3 décembre 2023 conformément à son article 2.

- l'arrêté du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation applicable aux installations concernées (dilacérateurs et sécheurs intégrés en rubrique secondaire 3532) depuis le 12 novembre 2023 conformément à son article 2.

## 2.4 BREF WT (arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de déchets)

### 2.4.1 Positionnement actuel et à venir

Le dossier de l'exploitant contient une analyse des meilleures techniques disponibles pour les sécheurs et dilacérateurs au regard du BREF WT pour lesquels l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets, s'applique.

L'état d'avancement de la mise en œuvre des MTDs est présenté dans le tableau ci-dessous :

N° MTD	Libellé	Applicable à l'installation	Conformité selon l'exploitant	Conformité selon l'inspection
1	Système de management environnemental	Oui	Non (en cours)	En attente du justificatif
2	Performances environnementales	Oui	Oui	Non
3	Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	Oui	Non (en cours)	Non
4	Stockage des déchets	Oui	Oui	Oui
5	Manutention et transfert des déchets	Oui	Oui	Oui
6	Surveillance des paramètres des émissions dans l'eau	Oui	N/A	Non
7	Fréquence de surveillance des rejets dans l'eau	Oui	Non (en cours)	Non
8	Fréquence de surveillance des émissions canalisées dans l'air	Oui	Oui	Oui
9	Surveillance des émissions atmosphériques diffuses de composés organiques	N/A : Absence de traitement ou de régénération des solvants usés et de décontamination des équipements contenant des POP		
10	Surveillance des odeurs	Oui	Oui	Oui
11	Surveillance de la consommation annuelle d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que la production annuelle de résidus d'effluents aqueux	Oui	Oui	En attente de justificatif
12	Plan de gestion des odeurs	Oui	Oui	Oui
13	Techniques de réduction des dégagements d'odeurs	Oui	Oui	Oui
14	Techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses	Oui	Oui	Oui
15	Techniques de sécurité industrielle	N/A : Absence d'utilisation des torchères au niveau des sécheurs et des dilacérateurs		
16	Techniques de réduction des émissions atmosphériques en cas d'utilisation de torchères	N/A : Absence d'utilisation des torchères		
17	Plan de gestion du bruit et des vibrations	Oui	Oui	Oui
18	Techniques de réduction du bruit et des vibrations	Oui	Oui	Oui
19	Techniques de réduction du volume des effluents aqueux et de rejets dans le sol et dans les eaux	Oui	Non	Oui
20	Techniques de traitement des effluents aqueux	Oui	Oui	En attente de justificatifs
21	Techniques de réduction ou de suppression des conséquences environnementales des accidents et des incidents	Oui	Oui	Oui



N° MTD	Libellé	Applicable à l'installation	Conformité selon l'exploitant	Conformité selon l'inspection
22	Utilisation rationnelle des matières	N/A : Pas d'utilisation de matières, uniquement des déchets		
23	Techniques d'amélioration de l'efficacité énergétique	Oui	Non (en cours)	En attente de justificatif
24	Réutilisation des emballages	N/A : Absence d'emballages		
25	Émissions de poussières	Oui	Oui	Oui
26 - 28	Conclusions sur les MTD pour le traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	N/A : Absence de traitement des déchets métalliques		
29 - 30	Conclusions sur les MTD pour le traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	N/A : Absence de traitement de DEEE		
31	Techniques et surveillance des émissions atmosphériques de composés organiques	Oui	Non	Non
32	Conclusions sur les MTD pour le traitement mécanique des DEEE contenant du mercure	N/A : Absence de traitement de DEEE		
33 - 39	Conclusions sur les MTD pour le traitement biologique des déchets	N/A : Absence de traitement biologique		
40-51	Conclusions sur les MTD pour le traitement physico-chimique des déchets	N/A: Non concerné par le traitement des déchets solides, pâteux, par le traitement des déchets liquides aqueux ni par le reraffinage des huiles usées		
52 - 53	Conclusions sur les MTD pour le traitement des déchets liquides aqueux	NA : Absence de traitement des déchets liquides aqueux		

Les MTDs, pour lesquelles le positionnement ou des demandes de justificatifs sont nécessaires, sont présentées dans le chapitre ci-dessous 2.4.2 "Analyse du dossier de réexamen du BREF WT".

## 2.4.2 Analyse du dossier de réexamen du BREF WT

### **MTD N°1 - Système de management environnemental (point I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Le point I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 mentionne "Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences".

L'exploitant précise dans son dossier d'état d'avancement des actions de juillet 2024 qu'il est certifié ISO 14 001. **Il est nécessaire que l'exploitant tienne à disposition de l'inspection le justificatif correspondant afin de vérifier sa conformité à la prescription.**

### **MTD N°2 - Performances environnementales (point II de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Le point II de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 consiste à appliquer un ensemble de procédures de gestion des flux de déchets.

L'exploitant considère que les boues déshydratées arrivant aux sécheurs ne sont pas des déchets et donc que les procédures de "caractérisation et acceptation préalable des déchets" et les procédures

"d'acceptation des déchets" ne sont pas applicables. L'exploitant mentionne qu'il n'y a "pas de déchets entrants, ni de déchets de différentes natures. Uniquement des boues".

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'article L.541-1-1 du code de l'environnement définit un déchet comme "toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire" et que le détenteur de déchets est "le producteur des déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets". Les boues déshydratées sont donc bien considérées comme des déchets.

**D'après les informations à date, la conformité à la MTD N°2 ne peut pas être établie. L'exploitant doit se conformer au point II "Flux de déchets" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019. Il doit réviser son positionnement au regard des procédures de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets et des procédures d'acceptation des déchets.**

### **MTD N°3 - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (point III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Le point III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 consiste à établir et à tenir à jour un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux.

L'exploitant mentionne que les informations relatives aux caractéristiques des flux d'effluents aqueux ne sont pas nécessaires dans le cadre de l'inventaire des flux étant donné que les effluents aqueux sont renvoyés en tête de station.

L'inspection rappelle que l'identification des flux représentatifs permet de faciliter le déploiement d'actions permettant de réduire les émissions dans l'eau et dans l'air. En ce sens, l'exploitant doit identifier les flux de polluants notables sur l'ensemble de son process de traitement des boues (ex : à la réception des déchets, pendant les activités de traitement).

Il apparaît ainsi pertinent que les informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux des boues soient étudiées. L'exploitant doit être capable d'identifier l'ensemble des flux pouvant avoir une incidence sur la composition des granulés (ex : analyse des métaux et micropolluants dans les boues) pouvant générer des impacts environnementaux sur d'autres process comme le compostage ou l'incinération de granulés.

Également, dans le cadre de la mise en œuvre de la technique n°3, il est indiqué dans l'arrêté ministériel que des informations relatives à la présence de substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité doivent être stipulées. L'inspection s'interroge sur le caractère combustible et explosif des poussières générées pendant le séchage qui n'a pas été pris en compte dans l'inventaire des flux réalisé par l'exploitant.

**D'après les informations à date, la conformité à la MTD N°3 ne peut pas être établie. L'exploitant doit se conformer au point III "Inventaire", de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel.**

**Par conséquent, l'exploitant doit intégrer dans son inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux les informations relatives sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux (technique n°2). L'exploitant doit également justifier que les poussières provenant du sécheur n'ont pas un caractère combustible et indiquer si d'autres flux d'effluents gazeux (hors COT et poussières) sont pertinents à surveiller dans le cadre de son process.**

#### **MTD N°6 - Surveillance des émissions dans l'eau (point IV.a de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Le point IV.a de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel consiste à *"surveiller, aux endroits clés de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement de déchets"*.

L'exploitant mentionne que cette MTD est non applicable : *"Dans le cadre de la station d'épuration, les effluents aqueux visés par cette MTD sont renvoyés en tête de station (rejet indirect dans la masse d'eau réceptrice). De ce fait, la MTD apparaît non applicable, par la circulation interne des effluents aqueux dans la station. Des mesures caractérisant les effluents sont réalisées en amont et aval de la station d'épuration. L'auto-surveillance réglementaire est effectuée à la sortie de la station d'épuration et en adéquation avec les exigences de la RSDE. Une prise d'échantillonnage est placée à la sortie du sécheur"*.

**En l'absence d'identification des flux aqueux dans le cadre de l'inventaire des flux indiqué dans la MTD 3 sur l'ensemble du process, l'exploitant ne peut pas garantir que l'exhaustivité des paramètres sont surveillés à des endroits clés pertinents.**

**D'après les informations à date, la conformité à la MTD N°6 ne peut pas être établie. En ce sens, l'exploitant doit se conformer au point IV.a "Surveillance" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.**

#### **MTD 7 - Fréquence de surveillance des émissions dans l'eau (point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Le point X de l'annexe 3.1 consiste à *"surveiller les rejets dans l'eau au moins à la fréquence indiquée"*.

L'exploitant procède à la surveillance du paramètre MEST de manière mensuelle. Dans le cas de la réalisation de la surveillance de la DCO (demande chimique en oxygène), l'exploitant précise que la surveillance mensuelle de ce paramètre est non applicable avec la remarque suivante : *"La mesure est réalisée une fois par trimestre. Le BREF indique que la surveillance ne s'applique qu'en cas de rejet direct dans une masse d'eau réceptrice. Rejet indirect dans le cas"*.

Quant à l'analyse COT (Carbone Organique Total), l'exploitant précise qu'il procède à une surveillance mensuelle avec la mention suivante *"La surveillance ne s'applique qu'en cas de rejet direct dans une masse d'eau réceptrice"*. Il n'est pas clair de comprendre pour l'inspection si la surveillance est correctement réalisée ou non, au regard de la formulation de la remarque.

Le point X "Valeurs limites d'émissions" de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel précise : *"la valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques"*. En ce sens et au regard des explications communiquées par l'exploitant, se pose la question de la surveillance de l'analyse DCO ou du COT pour lequel l'exploitant doit faire un choix.

L'exploitant mentionne pour la surveillance semestrielle du paramètre PFOA que *"la mesure n'est pas encore réalisée. Elle sera ajoutée au programme d'analyse"*. La surveillance semestrielle du paramètre PFOS est, quant à elle ,réalisée.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant d'indiquer si les rejets sont discontinus et si tel est le cas, à quelle fréquence. En effet, le point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel mentionne *"en cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet"*. Cette disposition peut s'appliquer pour l'ensemble des paramètres suivants : MEST, DCO et ou COT, PFOA et PFOS.

L'inspection rappelle également, que la surveillance des flux doit prendre en compte les paramètres pertinents que l'exploitant doit déterminer dans le cadre de son inventaire des flux aqueux et gazeux (cf : MTD 3).

**En ce sens, l'exploitant doit se conformer au point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel. Il doit :**

- **procéder à la surveillance des flux qu'il aura déterminés dans le cadre de son inventaire des flux aqueux et gazeux ;**
- **mentionner s'il procède à une analyse de la DCO et/ou du COT, s'il y a la présence ou non de rejets discontinus et la fréquence de ces rejets ;**
- **intégrer dans son programme de surveillance, la réalisation des contrôles du paramètre PFOA.**

**MTD 11 - Surveillance de la consommation annuelle d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que la production annuelle de résidus d'effluents aqueux (point I.5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

L'exploitant précise être conforme à la prescription : *"la consommation d'eau, d'énergie, de matière première et production de résidus et d'eau usée sont surveillés dans les bilans annuels"*.

**L'exploitant doit intégrer ces informations dans le bilan annuel de 2024 . En effet, le bilan annuel 2023 que l'inspection a en sa possession ne comprend pas ces éléments et ne permet donc de justifier de sa conformité à la prescription.**

**MTD 19 - Techniques de réduction du volume des effluents aqueux et de rejets dans le sol et dans les eaux (point VII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Le point VII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel consiste à appliquer une combinaison appropriée de techniques permettant l'optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux.

L'exploitant mentionne qu'il est prévu de mettre en place en octobre 2024 une toiture sur les alvéoles de stockage temporaires des refus de séchage afin d'éviter le contact avec l'eau de pluie et ainsi réduire le volume d'eau de ruissellement polluée.

**L'inspection prend note de l'action devant être mise en œuvre pour se conformer à la technique g "Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets" de l'arrêté ministériel.**

L'exploitant précise que la mise en œuvre d'une capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement (y compris en cas d'incendie), technique i, est non applicable. Pourtant, l'article 4.3.5 du chapitre 4.3 "Type d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu" de l'arrêté préfectoral n°2010/7139 du 20 octobre 2010 précise la mise en œuvre d'un bassin de rétention de 400 m<sup>3</sup> (barquette sous silo) au niveau de la zone de traitement thermique des boues (comprenant également les sécheurs) avec la possibilité de faire un retour en tête de la station d'épuration si les eaux sont compatibles.

**L'exploitant est à ce jour, conforme à la MTD 19 soit au point VII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel . Il doit cependant justifier de la mise en œuvre d'un bassin de rétention de 400 m<sup>3</sup> au niveau de la zone de traitement thermique des boues (y compris sécheurs).**

### **MTD 20 - Techniques de traitement des effluents aqueux (point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

L'exploitant ne communique pas la synthèse de ses données d'exploitation pour les paramètres MES, PFOA, PFOS, DCO ou COT.

De plus, dans le cadre de l'analyse de ces paramètres, le point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel précise : *"Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R.515-65 du code de l'environnement et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par 1 - taux d'abattement de la station"*.

**En l'absence de positionnement par l'exploitant sur la conformité de sa surveillance pour les paramètres cités, l'inspection ne peut pas conclure sur sa conformité à la MTD 20. L'inspection n'a par ailleurs pas connaissance des taux d'abattement de la station permettant de connaître les VLE applicables. L'exploitant doit se conformer au point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel.**

### **MTD 23 - Techniques d'amélioration de l'efficacité énergétique (point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Le point IX de l'annexe 3.1 consiste à établir un plan d'efficacité énergétique et de réaliser un bilan énergétique annuel.

L'exploitant réalise un bilan énergétique. Cependant, il mentionne qu'un plan d'efficacité énergétique sera mis en place dans le cadre de la certification NF EN ISO 50 0001 en date de 2023. **Il est nécessaire que l'exploitant mette à disposition de l'inspection le justificatif correspondant afin de se conformer à la MTD N°23 et donc au point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel .**

### **MTD 25 - Émissions de poussières (point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

L'exploitant précisait dans son dossier de réexamen que les rejets en poussières dépassaient la plage de NEA-MTD et qu'un plan d'actions était en cours d'exécution pour réduire les rejets en poussières. Ce plan d'actions contenait les actions suivantes :

- Le remplacement des manches (intégré dans le programme de maintenance GMAO) ;
- La mise en place d'une consigne pour réduire les poussières, avec une augmentation de la Delta P des filtres à manches afin d'améliorer la filtration ;
- Le remplacement des anneaux de garnissage du retour venturi et la désodorisation (intégrés dans le programme de maintenance).

Dans le support de présentation de l'état d'avancement des actions présentées à l'inspection en juillet 2024, l'exploitant mentionne que les concentrations en poussières sont conformes aux VLEs. Il n'est pas mentionné si le plan d'actions qui avait été communiqué dans le dossier de réexamen a été mis en place.

**En ce sens, l'inspection prend acte de la conformité de l'exploitant sur la MTD 25. Suivant l'information communiquée par l'exploitant il respecte le point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel.**

### **MTD 31 - Techniques et surveillance des émissions atmosphériques de composés organiques (point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 )**

Les rejets de COVT dépassent la valeur limite applicable pour le traitement mécanique des déchets à valeur calorifique fixée par l'arrêté ministériel. Certaines techniques ne sont pas appliquées puisque non prévues lors de la conception (absorption, biofiltre et oxydation thermique).

L'exploitant indique dans son dossier de réexamen du BREF WT *"Les émissions de COV dépendent de la composition des boues traitées. L'abattement des COV en deçà des valeurs MTD n'est pas possible avec les techniques aujourd'hui disponibles sur le site [...]. Concernant les émissions de COV, les actions prévues sont les suivantes : Faire fonctionner les sècheurs en bi-combustible (gaz naturel et biogaz)".* L'exploitant demande, sans pour autant formuler explicitement une demande de dérogation, une reconduction des VLE applicables actuellement au sein de l'arrêté préfectoral n°2010/7139 du 20 octobre 2010 pour le fonctionnement en gaz naturel, bi-combustible ou au biogaz des sècheurs. Cependant, l'exploitant indique dans son support de présentation de l'état d'avancement des actions de juillet 2024 procéder à une étude interne pour se mettre en conformité sur la NEA-MTD concernant les COVT.

L'inspection rappelle que la publication de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement des déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED rend impossible la mise en œuvre des prescriptions depuis le **12 novembre 2023** conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel.

Dans le cas éventuel où l'exploitant aurait souhaité formuler une demande de dérogation conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel, celle-ci aurait dû être justifiée. A ce jour, les informations communiquées par l'exploitant sont insuffisamment justifiées pour que l'inspection puisse instruire une telle demande. En effet, il doit justifier dans une évaluation que l'application des dispositions concernées entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement conformément aux dispositions de l'article R.515-68 du code de l'environnement. Par ailleurs, l'inspection rappelle qu'en cas de formulation d'une demande de dérogation, cette dernière sera soumise à enquête publique et à l'avis du CODERST.

**D'après les informations à date, la conformité à la MTD n°31 ne peut pas être établie. L'exploitant doit se conformer au point III "VLE et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets" de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel.**

#### **2.5 BREF WI (Arrêté du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520)**

##### **2.5.1 Positionnement actuel et à venir**

Le dossier de l'exploitant contient une analyse des meilleures techniques disponibles pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid au regard du BREF WI. L'arrêté du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520, s'applique à ces installations.

Quant au pyroliseur, l'exploitant propose de ne pas l'intégrer dans la démarche de réexamen des conditions d'exploitation étant donné qu'il n'est plus en fonctionnement depuis 2018 en raison de la modification du mode de fonctionnement des incinérateurs lors de la reprise de la régie du SIAAP Seine Amont, en raison de dysfonctionnements et l'absence suffisante de données pour évaluer sa conformité. Par ailleurs, le SIAAP n'a pas encore statué sur son démantèlement ou sur une possible remise en service.

En ce sens, l'inspection considère qu'il n'est pas nécessaire d'intégrer le pyroliseur dans le dossier de réexamen de l'exploitant en raison de sa mise à l'arrêt et de l'absence de données suffisantes pour déterminer dans des conditions d'exploitation normales, que les émissions ne dépasseraient pas les NEA-MTD. Cependant, dans l'éventualité où l'exploitant envisagerait de remettre en fonctionnement son équipement, ce dernier devra vérifier avant son exploitation, qu'il est conforme à l'arrêté ministériel.

N° MT D	Libellé	Applicable à l'installation		Conformité selon l'exploitant		Conformité selon l'inspection	
		Thermylis	Pyrofluid	Thermylis	Pyrofluid	Thermylis	Pyrofluid
1	Système de management environnemental	Oui	Oui	Non	Non	En attente de justificatif	En attente de justificatif
2	Performance énergétique	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
3	Surveillance des paramètres de procédé	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
4	Fréquence de surveillance des émissions canalisées dans l'air	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
5	Surveillance des émissions atmosphériques OTNOC	Oui	Oui	Non	Non	Non	
6	Fréquence de surveillance des rejets dans l'eau	Non	Oui	N/A	Non	N/A : pas de traitement des fumées humides	Non
7	Surveillance de la teneur en imbrûlés des scories et des mâchefers	N/A : Pas de production de scories ou de mâchefers (pas de cendres et résidus solides retirés du four après incinération)					
8	Surveillance des polluants organiques persistants (POP) pour les déchets dangereux	N/A : Absence d'incinération de déchets dangereux					
9	Liste de techniques de performance environnementale	Oui	Oui	N/A	N/A	Non	Non
10	Gestion de la qualité des extrants dans le cadre de l'amélioration des performances environnementales de l'unité de traitement des mâchefers	N/A : Absence d'unité de traitement des mâchefers					
11	Surveillance des livraisons de déchets	Oui	Oui	N/A	N/A	Non	Non
12	Réception, manutention et stockage de déchets	Oui	Oui	N/A	N/A	Non	Non
13	Manutention et stockage de DASRI	N/A : Absence de DASRI					
14	Performance environnementale de l'incinération des déchets	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
15	Mise en place d'un système de contrôle avancé de l'incinération	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
16	Limitation des opérations de mise à l'arrêt et de démarrage	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
17	Conception, exploitation, entretien des systèmes de traitement des fumées et d'effluents aqueux	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

N° MT D 18	Libellé	Applicable à l'installation		Conformité selon l'exploitant		Conformité selon l'inspection	
		Oui	Oui	Non	Non	En attente de justificatif	En attente de justificatif
	Plan de gestion des OTNOC	Oui	Oui	Non	Non	En attente de justificatif	En attente de justificatif
19	Récupération de chaleur	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
20	Efficacité énergétique	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
21	Émissions diffuses et odeurs	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
22	Alimentation directe des fours	N/A : Pas de manutention de déchets gazeux ou liquides odorants					
23	Émissions diffuses de poussières des scories et mâchefers	N/A : Absence de traitement des scories et des mâchefers					
24	Techniques de réduction des émissions diffuses de poussières des mâchefers	N/A : Absence de traitement des scories et des mâchefers					
25	Émission de métaux	Oui	Oui	Oui	A vérifier	Oui	En attente de justificatif
26	Émission de poussières résultant du traitement confiné des scories et mâchefers	N/A : Absence de traitement des scories et des mâchefers					
27	Techniques de réduction des émissions de HCl, de HF et de SO2	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
28	Techniques de réduction des émissions de HCl, de HF et de SO2	Oui	Oui	Oui	A vérifier	Oui	En attente de justificatif
29	Émissions de NOx, N2O, CO et NH3	Oui	Oui	Non	Non	Non	En attente de justificatif
30	Émissions de COV, dioxines/furanes chlorées, PCB de type dioxines	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
31	Émission de mercure	Oui	Oui	Oui	A vérifier	Oui	En attente de justificatif
32	Séparation des effluents aqueux	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
33	Techniques de réduction de la production d'effluents	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
34	Techniques de traitement des effluents	N/A	Oui	N/A	Oui	N/A : pas de traitement humide des fumées	Non
35	Traitement séparé des mâchefers et résidus d'épuration des fumées	N/A : Absence de traitement des scories et des mâchefers					
36	Traitement des scories et mâchefers	N/A : Absence de traitement des scories et des mâchefers					
37	Bruit	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Les MTDs dont le positionnement ou des demandes de justificatifs sont nécessaires sont présentées dans le chapitre ci-dessous 2.5.2 "Analyse du dossier de réexamen du BREF WI".

## 2.5.2 Analyse du dossier de réexamen du BREF WI

### **MTD N°1 - Système de management environnemental (point 2.1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'arrêté ministériel du 12/01/2021 mentionne "Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences".



L'exploitant précise dans son dossier d'état d'avancement des actions de juillet 2024 qu'il est certifié ISO 14 001. **Il est nécessaire que l'exploitant tienne à disposition de l'inspection le justificatif correspondant afin de vérifier sa conformité au point 2.1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel.**

**MTD N°2 - Détermination de l'efficacité énergétique (point 2.2.7 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'arrêté ministériel précise "*L'exploitant détermine, dans le cas d'une nouvelle unité d'incinération ou après chaque modification d'une unité d'incinération existante susceptible d'avoir une incidence notable sur l'efficacité énergétique, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge*".

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant ne s'était pas positionné sur sa conformité au calcul de l'efficacité énergétique.

Dans le document d'état d'avancement des actions présenté en juillet 2024, l'exploitant mentionne que les calculs de l'efficacité énergétique des fours Thermylis et Pyrofluid sont non conformes et qu'une étude était à venir. Les données ne sont pas communiquées.

**En ce sens, l'exploitant doit se conformer au point 2.2.7 "Efficacité énergétique" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel. D'après les informations à date, la conformité à la MTD N°2 ne peut pas être établie.**

**MTD N°4 - Fréquence de surveillance des émissions canalisées dans l'air (point 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

*Surveillance des émissions canalisées provenant de l'incinérateur Thermylis*

Paramètre HF : Dans le cadre de la surveillance du paramètre HF qui doit être effectuée en continu, l'exploitant précise appliquer la dérogation permise par l'article 8.5.9.2 de son arrêté préfectoral n°2010/7139 suivante : "*la mesure en continu n'est pas nécessaire si l'on applique au chlorure d'hydrogène des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an*". Pour mémoire, le dossier déposé par l'exploitant est antérieur à la parution de l'arrêté ministériel. Désormais, il doit se positionner au regard de l'arrêté ministériel qui lui est devenu applicable. D'après cet arrêté, cette mesure en continu peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si sont appliqués des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que les émissions de HCL sont suffisamment stables.

L'exploitant doit donc se positionner sur la fréquence applicable en vérifiant la stabilité des émissions de HCL et en vérifiant que la VLE du paramètre HF n'est pas dépassée. L'inspection relève que les données d'exploitation communiquées (période 2017-2020) du paramètre HF font état d'un dépassement de la valeur limite d'émission.

Paramètre Hg : Dans le dossier de réexamen de l'exploitant, ce dernier indiquait ne pas procéder à des mesures en continu du paramètre Hg. Toutefois, l'exploitant a indiqué par courrier du 04 février 2025 que les analyseurs de mercure sont opérationnels depuis le 15 octobre 2024.

Paramètre N<sub>2</sub>O : L'exploitant mentionne, que la surveillance de ce paramètre une fois par an n'est pas réalisée. Une première campagne de ce paramètre était prévue en 2021 mais l'inspection n'a pas connaissance à ce jour, de l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette action.

Paramètre PCB de type dioxines : L'exploitant mentionne ne pas procéder à la surveillance de ce paramètre. La surveillance de ce paramètre doit être effectuée une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme. Cette fréquence peut être allongée à une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les émissions sont suffisamment stables.

L'exploitant a indiqué qu'une campagne de mesures mensuelle sera réalisée en 2021 permettant de déterminer la nécessité de mettre en place des mesures systématiques. Seulement, l'inspection rappelle que cette stabilité doit être démontrée pendant deux années consécutives avec une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme conformément à la note 9 du point 2.2.2 "Surveillance des effluents gazeux" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel. Dans son support de présentation de l'état d'avancement des actions de 2024, l'exploitant indique être conforme sur la fréquence d'analyse sans communiquer d'éléments complémentaires.

En ce sens, il est demandé à l'exploitant de communiquer son positionnement sur la fréquence de surveillance de ce paramètre.

Paramètre Benzo[a]pyrène : L'exploitant mentionne ne pas procéder à la surveillance annuelle de ce paramètre. Une première campagne de ce paramètre était prévue d'être réalisée en 2021 mais l'inspection n'a pas connaissance à ce jour, de l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette action.

#### Surveillance des émissions canalisées provenant de l'incinérateur Pyrofluid

Paramètre HF : Remarque similaire à l'incinérateur Thermylis.

Paramètre Hg : Les analyseurs de mercure sont opérationnels depuis le 15 octobre 2024.

Paramètre N<sub>2</sub>O : Remarque similaire à l'incinérateur Thermylis.

Paramètre Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure : L'exploitant a indiqué que la surveillance bisannuelle n'était pas réalisée. Des données de surveillance sont communiquées, sans pour autant que l'inspection ne possède l'information sur la fréquence de surveillance appliquée. Il est donc demandé à l'exploitant de communiquer la fréquence de surveillance de ce paramètre.

Paramètre PCB de type dioxines : Remarque similaire à l'incinérateur Thermylis.

Paramètre Benzo[a]pyrène : Remarque similaire à l'incinérateur Thermylis.

**Au regard des informations manquantes ainsi que de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la surveillance de certains paramètres, l'inspection ne peut pas statuer sur la conformité de l'exploitant sur la mise en œuvre de cette MTD. Il doit se conformer au point 2.2.2 "Surveillance des effluents gazeux" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel.**

#### **MTD N°5 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en OTNOC (point 2.2.5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'arrêté ministériel précise "Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité

*scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées".*

L'exploitant indique ne pas procéder à la réalisation des mesures durant les phases de démarrage et d'arrêt sans combustion de déchet. Il précise que le monitoring des paramètres sera réalisé tous les trois ans. Dans le document d'état d'avancement des actions présenté en juillet 2024, l'exploitant indique qu'un diagnostic est en cours sur le plan de maintenance pour intégrer le volet OTNOC.

L'inspection rappelle que dans le cadre de la surveillance des émissions atmosphériques en OTNOC, la surveillance des émissions pendant la phase de démarrage et d'arrêt doit être réalisée mais ces phases ne constituent pas les seules situations en OTNOC. Par ailleurs, l'exploitant doit les définir dans le cadre de l'application de la MTD 18.

**D'après les informations à date, ne peut pas être établie la conformité à la MTD N°5 au niveau des incinérateurs Thermylis et Pyrofluid par l'absence de la mise en surveillance des émissions atmosphériques pour toutes les situations OTNOC rencontrées. L'exploitant doit se conformer au point 2.2.5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel.**

#### **MTD N°6 - Surveillance des rejets dans l'eau résultant de l'épuration des fumées (point 2.2.3 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'exploitant précise que la surveillance des effluents aqueux concerne spécifiquement le Pyrofluid puisqu'il applique un traitement des fumées humides.

A la date du dossier de réexamen, l'exploitant indique qu'il ne réalisait pas la surveillance des paramètres COT, MEST, Mo et Sb. Les actions qui étaient envisagées étaient les suivantes :

- mise en place de mesures mensuelles pour le COT, Mo et Sb ;
- mise en place d'une mesure journalière de MEST.

Dans le document d'état d'avancement des actions présentées en juillet 2024, l'exploitant précise que les analyseurs COT et MES eaux cendreuses avaient été mis en fonctionnement en juin 2024 et que les analyses, Mo et Sb étaient réalisées.

Cependant, l'inspection souhaite apporter un point de vigilance sur la fréquence de surveillance du paramètre COT. En effet, le point 2.2.3 "Surveillance des effluents aqueux" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel précise que la fréquence de surveillance de ce paramètre doit être réalisée en continu. Dans le cas où des difficultés sont rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, la mesure de COT peut être réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.

**En ce sens, l'exploitant est partiellement conforme à la MTD N°6. L'exploitant doit se positionner sur la fréquence de surveillance du paramètre COT pour se conformer au point 2.2.3 "Surveillance des effluents aqueux" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel.**

#### **MTD N°9 - Gestion des flux de déchets (point 3.1 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'exploitant considère que la MTD N°9 est non applicable, par l'absence de flux de déchets réceptionnés.

Les boues déshydratées utilisées dans le cadre de l'incinération conservent le statut de déchets défini à l'article L.541-1-1 du code de l'environnement. Par ailleurs, les incinérateurs sont prévus pour pouvoir éliminer les déchets dont l'exploitant veut se défaire.

**En ce sens, l'exploitant doit vérifier son positionnement au regard de la MTD N°9. D'après les informations à date, la conformité au point 3.1 "Gestion des flux de déchets" de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel ne peut pas être établie.**

#### **MTD N°11 - Surveillance de la livraison de déchets (point 3.2 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'exploitant considère que la MTD N°11 est également non applicable, par l'absence de flux de déchets réceptionnés.

**Les explications indiquées dans le paragraphe de la MTD N°9 s'appliquent dans le cadre de la MTD N°11. L'exploitant doit vérifier son positionnement au regard de cette MTD. D'après les informations à date, la conformité au point 3.2 "Livraison des déchets" de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel ne peut pas être établie.**

#### **MTD N°12 - Réception, manutention et stockage des déchets (point 3.3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'exploitant considère que la MTD N°12 est également non applicable, par l'absence de flux de déchets réceptionnés.

**Les explications indiquées dans le paragraphe de la MTD N°9 s'appliquent dans le cadre de la MTD N°12. L'exploitant doit vérifier son positionnement au regard de cette MTD. D'après les informations à date, la conformité au point 3.3 "Réception, manutention et stockage des déchets" de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel ne peut pas être établie.**

#### **MTD N°18 - Moyens de réduction de la fréquence de survenue des OTNOC (points 3.5.1 et 3.5.2 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'arrêté ministériel précise : *"l'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME, un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité".*

Lors du dépôt du dossier de réexamen de ses installations, l'exploitant mentionne qu'il n'a pas mis en place un plan de gestion des OTNOC tout en mentionnant *"la gestion spécifique des conditions dégradées (identification des risques OTNOC, plan de gestion, programme de surveillance et évaluation périodique) telle que requise par la MTD est réalisée".*

Dans le document d'état d'avancement des actions présentées en juillet 2024, l'exploitant précise qu'un diagnostic est en cours sur le plan de maintenance pour intégrer le volet OTNOC.

En l'absence d'informations claires et suffisantes, il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition de l'inspection son plan de gestion des OTNOC conformément au point 3.5.1 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 ainsi les résultats de la dernière évaluation périodique.

L'exploitant doit se conformer au point 3.5.1 et au point 3.5.2 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel.

**MTD 20 - Amélioration de l'efficacité énergétique (point 2.2.7 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

L'exploitant applique pour ses incinérateurs Thermylis et Pyrofluid une combinaison de techniques pour améliorer l'efficacité énergétique (séchage des boues, réduction du débit des fumées, réduction des déperditions de chaleur par isolation thermique des fours-chaudières...).

Cependant, le document d'état d'avancement des actions de juillet 2024 concernant le dossier de réexamen IED mentionne que le résultat des calculs de l'efficacité énergétique des fours (Thermylis et Pyrofluid) montre une non-conformité et qu'une étude est à venir. Pour mémoire, le niveau d'efficacité énergétique attendu dans le cas des boues d'épuration est de 60 % conformément au point 2.2.7 "Efficacité énergétique" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel.

**L'exploitant est non-conforme à la MTD 20. Il doit se conformer au point 2.2.7 "Efficacité énergétique" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel.**

**MTD 25 - Émissions de poussières, de métaux et de métalloïdes (point 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

*Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Pyrofluid*

L'exploitant communique ses données d'exploitation de 2016 des poussières, des métaux et de métalloïdes (Cd+ Tl et Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) pour lequel il indique qu'il est difficile d'apporter un positionnement objectif, malgré des résultats conformes, au regard de la courte durée de surveillance et par le fait que la ligne d'incinération a fait l'objet de travaux pour un redémarrage en 2021 et qu'il ne peut préjuger du niveau de performance futur du système de traitement.

**En ce sens, l'exploitant doit vérifier sa conformité au regard de la MTD 25 pour l'incinérateur Pyrofluid. Il doit se conformer au point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel.**

**MTD N°28 - Émissions de HCL, HF et de SO2 (point 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

*Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Thermylis*

Paramètre SO2 : L'exploitant précise que "Les émissions sont au-dessus des MTD, le plan d'action consistera à adapter la consigne (injection de bicarbonate de sodium) à une valeur proche de la VLE du BREF". Le document mentionnant l'état d'avancement des actions de juillet 2024 stipule que le paramètre SO2 est conforme à la NEA-MTD. **L'inspection en prend note.**

**L'exploitant est conforme à la MTD 28 et respecte donc le point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel pour l'incinérateur Thermylis.**

#### Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Pyrofluid

L'exploitant précise que l'utilisation de l'une ou des deux techniques suivantes (dosage optimisé et automatisé des réactifs ou recirculation des réactifs) est non applicable au regard du fait qu'ils utilisent un traitement des fumées humide. Il serait pertinent que l'exploitant précise techniquement à l'inspection les raisons de la non-applicabilité de l'une ou de ces deux techniques.

L'exploitant communique ses données d'exploitation de 2016. Comme précisé dans la MTD 25, l'exploitant fait part d'une difficulté de positionnement au regard de la longue durée d'arrêt de l'installation.

**En ce sens, l'exploitant doit vérifier sa conformité au regard de la MTD 28 pour l'incinérateur Pyrofluid. Il doit se conformer au point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel.**

#### MTD N°29 - Emissions de NOx, N2O, CO et de NH3 (point 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)

##### Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Thermylis

Paramètre NH3 : Les résultats d'exploitation démontrent que le NH3 dépasse la VLE de 15 mg/Nm<sup>3</sup>. Dans son dossier de réexamen, l'exploitant précise qu'il était envisagé la mise en place d'une procédure de maintenance visant à supprimer les fuites du système d'injection d'urée ainsi que la mise en place d'une procédure d'exploitation optimisant le système de traitement. En date de juillet 2024, une étude est toujours en cours.

**D'après les informations à date, la conformité à la MTD 28 pour l'incinérateur Thermylis ne peut pas être établie. L'exploitant doit mettre à disposition de l'inspection l'état d'avancement de son étude ainsi que les solutions envisagées. Il doit se conformer au point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel.**

##### Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Pyrofluid

Comme précisé dans la MTD 25, l'exploitant fait part d'une difficulté de positionnement au regard de la longue durée d'arrêt de l'installation.

**En ce sens, l'exploitant doit vérifier sa conformité au regard de la MTD 29 pour l'incinérateur Pyrofluid. Il doit se conformer au point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel.**

#### MTD N°30 - Emissions de PCDD/PCDF et de PCB type dioxines (point 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)

##### Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Thermylis

Paramètre PCB de type dioxines : L'exploitant envisageait de mettre en place une surveillance du paramètre PCDD/F + PCB de type dioxines. Cependant, la surveillance s'applique de manière indépendante pour le

paramètre PCDD/F et le paramètre PCB de type dioxines. Les résultats de la surveillance du paramètre PCDD/F sont conformes. En ce qui concerne le paramètre PCB de type dioxines, l'exploitant doit communiquer ses résultats d'exploitation des trois dernières années. La VLE applicable indiquée dans le point 2.2.2 "Surveillance des effluents aqueux" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel est de 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

**En ce sens, l'exploitant doit justifier sa conformité au regard de la MTD 30 pour l'incinérateur Thermylis. Il doit se conformer au point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel.**

#### Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Pyrofluid

Paramètre PCB de type dioxines : L'exploitant doit communiquer ses résultats d'exploitation depuis les trois dernières années concernant le paramètre PCB de type dioxines. La VLE applicable indiquée dans le point 2.2.2 "Surveillance des effluents aqueux" de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel est de 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

Paramètre PCDD/F : Comme précisé dans la MTD 25, l'exploitant fait part d'une difficulté de positionnement au regard de la longue durée d'arrêt de l'installation.

**En ce sens, l'exploitant doit justifier sa conformité au regard de la MTD 30 pour l'incinérateur Pyrofluid. Il doit se conformer au point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel.**

#### **MTD N°31 - Émissions de mercure (point 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)**

##### Surveillance des émissions provenant de l'incinérateur Pyrofluid

Paramètre mercure : Comme précisé dans la MTD 25, l'exploitant fait part d'une difficulté de positionnement au regard de la longue durée d'arrêt de l'installation.

**En ce sens, l'exploitant doit vérifier sa conformité au regard de la MTD 31 pour l'incinérateur Pyrofluid. Il doit se conformer au point 7.1.1 "VLE associées aux émissions atmosphériques" de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel.**

#### **MTD 34 - Surveillance des rejets dans l'eau résultant de l'épuration des fumées (annexe 8 de l'arrêté ministériel)**

L'exploitant précise que la surveillance des effluents aqueux concerne spécifiquement le Pyrofluid puisqu'il dispose d'un traitement des fumées humides.

A la date du dossier de réexamen, l'exploitant indique qu'il ne réalisait pas la surveillance des paramètres COT, MEST, Mo et Sb. Les actions qui étaient envisagées étaient les suivantes :

- mise en place de mesures mensuelles pour le COT, Mo et Sb ;
- mise en place d'une mesure journalière de MEST.

Dans le document d'état d'avancement des actions présentées en juillet 2024, l'exploitant précise que :

- les analyseurs COT et MES eaux cendreuses avaient été mis en fonctionnement en juin 2024. Il n'est pas communiqué à ce jour les données d'exploitation ;
- les analyses, Mo et Sb étaient réalisées et étaient conformes. Y compris pour PCDD/F.

L'inspection souhaite apporter un point de vigilance sur la note 1 de l'annexe 8 de l'arrêté ministériel : *"Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective et sous réserve du respect de l'article R. 515-65 (III), l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station".*

Par ailleurs, l'exploitant précise dans son dossier de réexamen : *"Ces BATAELS peuvent ne pas s'appliquer aux émissions indirectes (rejets en station d'épuration) si l'installation de traitement des eaux usées en aval du site est conçue et équipée de manière à réduire les polluants concernés, à condition que cela n'entraîne pas un niveau de pollution plus élevé dans l'environnement".* Au regard de la publication de l'arrêté ministériel, ces informations sont maintenant inexactes. En effet, la surveillance de ces paramètres doit être réalisée conformément au point 2.2.3 "Surveillance des effluents aqueux" de l'arrêté ministériel.

En l'absence de positionnement par l'exploitant sur la conformité de sa surveillance pour les paramètres cités, l'inspection ne peut pas conclure sur sa conformité à la MTD 34. L'inspection n'a par ailleurs pas connaissance des taux d'abattement de la station permettant de connaître les VLE applicables.

**L'exploitant doit se conformer à l'annexe 8 "VLE dans l'eau" de l'arrêté ministériel.**

### **3 CONCLUSIONS ET SYNTHÈSE**

#### **Rapport de base**

L'exploitant doit compléter son rapport de base en mentionnant, s'il possède ces informations, les éléments pertinents concernant la déchetterie qui était présente initialement au droit du site (ex : déchets stockés et leur dangerosité au regard du risque de pollution).

**Synthèse de l'analyse du dossier de réexamen sur l'application du BREF WT (arrêté du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation) pour les sécheurs et les dilacérateurs**

A la suite de la publication, le 17 août 2018 de la décision d'exécution n°2018/1147 de la Commission du 10/08/2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, les dispositions sont devenues applicables par arrêté ministériel du 17 décembre 2019 depuis le 12 novembre 2023.

Il ressort de l'analyse, que des non-conformités et des inobservations aux dispositions des conclusions des MTDs du BREF WT transposées dans l'arrêté du 17 décembre 2019 subsistaient à la date de mise à jour du dossier de réexamen et des dernières informations transmises par l'exploitant. L'exploitant doit être en mesure de justifier de sa conformité aux dispositions réglementaires, à savoir :

- La mise à disposition de l'inspection de sa certification NF EN ISO 14 001 permettant de démontrer la mise en place d'un système de management environnemental (MTD 1) ;
- La mise en œuvre du point II de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel qui consiste à appliquer un ensemble de procédures de gestion des flux de déchets (MTD 2) ;



- La mise en œuvre du point III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel qui consiste à établir et à tenir à jour un inventaire des flux d'effluents aqueux et à tenir à disposition de l'inspection les informations relatives à la présence de substances susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'installation, notamment au regard des poussières générées dans les sécheurs (MTD 3) ;
- La mise en œuvre du point IV.a de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel qui consiste à surveiller aux endroits clés de l'installation les paramètres aqueux permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des déchets suivant l'inventaire des flux aqueux qui sera défini (MTD 6) ;
- La mise en œuvre du point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel en démontrant la mise en œuvre de la surveillance semestrielle du paramètre PFOA, du paramètre DCO ou du CO et des paramètres pertinents suivant l'inventaire des flux aqueux qui sera défini. L'exploitant doit également indiquer si les rejets sont discontinus et si tel est le cas, à quelle fréquence (MTD 7) ;
- La mise en œuvre du point I.5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel au sein du bilan annuel de l'année 2024 en y intégrant les informations suivantes : surveillance de la consommation d'eau, d'énergie, de matière première et production annuelle de résidus d'effluents aqueux (MTD 11) ;
- La mise en œuvre du point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel en précisant les taux d'abattement de la station afin de connaître les VLEs applicables sur les paramètres MEST, PFOA, PFOS, DCO ou COT, ainsi que les données de leurs surveillances (MTD 20) ;
- La mise en œuvre du point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel en disposant d'un plan d'efficacité énergétique (MTD 23)
- En l'absence d'une demande de dérogation, la mise en œuvre du point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel qui consiste à respecter la valeur limite d'émission des COVT à 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Synthèse de l'analyse du dossier de réexamen sur l'application du BREF WI (Arrêté du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520) pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid**

A la suite de la publication, le 12 novembre 2019 de la décision d'exécution n°2019 de la Commission du 12/11/2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets, les dispositions sont devenues applicables par arrêté ministériel du 12 janvier 2021 depuis le 3 décembre 2023.

Il ressort de l'analyse, que des non-conformités et des inobservations aux dispositions des conclusions des MTDs du BREF WI transposées dans l'arrêté du 12 janvier 2021 subsistent. L'exploitant doit être en mesure de justifier de sa conformité aux dispositions réglementaires, à savoir :

- La mise à disposition de l'inspection de sa certification NF EN ISO 14 001 permettant de démontrer la mise en place d'un système de management environnemental (MTD 1) ;
- La mise à disposition des calculs de l'efficacité énergétique des incinérateurs Thermylis et Pyrofluid ainsi que le résultat de l'étude ainsi que le plan d'actions à venir pour se mettre en conformité (MTD 2 et 20) ;
- Le positionnement sur la fréquence de surveillance du paramètre HF pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid au regard de l'application de l'arrêté ministériel (MTD 3) ;

- La justification de la mise en œuvre de la surveillance annuelle du paramètre N<sub>2</sub>O pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid (MTD 3) ;
- Le positionnement sur la fréquence de surveillance du paramètre PCB de type dioxines pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid (MTD 3) ainsi la mise en œuvre de sa surveillance (MTD 3) ;
- La mise à disposition des fréquences de surveillance des métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure pour l'incinérateur Pyrofluid et des dernières surveillances réalisées (MTD 3 et 25) ;
- La justification de la mise en œuvre de la surveillance annuelle du paramètre Benzo[A]pyrène pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid (MTD 3) ;
- La justification de la mise en place de la surveillance des émissions canalisées en OTNOC et de la mise en place d'un plan de gestion pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid (MTD 5 et MTD 18) ;
- Le positionnement sur la fréquence de surveillance du paramètre COT pour l'incinérateur Pyrofluid (MTD 6) ;
- Le positionnement sur la conformité aux prescriptions suivantes (gestion des flux de déchets, surveillance de la livraison de déchets ainsi que la réception, la manutention et le stockage des déchets) au regard du fait que les boues déshydratées sont des déchets (MTD 9, 11 et 12) ;
- La mise à disposition du plan de gestion des OTNOC pour les incinérateurs Thermylis et Pyrofluid (MTD 18) ;
- La mise à disposition des dernières surveillances du paramètre Poussières et la vérification de son positionnement sur le respect de la prescription pour l'incinérateur Pyrofluid (MTD 25) ;
- La mise à disposition des résultats des dernières surveillances des paramètres SO<sub>2</sub>, HCL et HF et la vérification de son positionnement sur le respect de la prescription pour l'incinérateur Pyrofluid (MTD 28) ;
- La mise à disposition des résultats de l'étude concernant les dépassements du paramètre NH<sub>3</sub> ainsi que le plan d'actions devant être mis en œuvre pour l'incinérateur Thermylis (MTD 29) ;
- La mise à disposition des résultats des dernières surveillances des paramètres NO, N<sub>2</sub>O, CO et NH<sub>3</sub> et la vérification de son positionnement sur le respect de la prescription pour l'incinérateur Pyrofluid (MTD 29) ;
- La mise à disposition des résultats des dernières surveillances du paramètre PCB de type dioxines pour l'incinérateur Thermylis et Pyrofluid (MTD 30) ;
- La mise à disposition des résultats des dernières surveillances du paramètre PCDD/F pour l'incinérateur Pyrofluid (MTD 30) ;
- La mise à disposition des résultats des dernières surveillances du paramètre mercure pour l'incinérateur Pyrofluid (MTD 31) ;
- La mise à disposition des taux d'abattement de la station d'épuration afin de vérifier la conformité aux prescriptions applicables (MTD 34).

Le dossier de réexamen de l'exploitant est partiellement conforme à l'article R.515-72 du code de l'environnement en l'absence d'un avis de l'exploitant actualisé sur la nécessité de mettre à jour les prescriptions de son arrêté préfectoral. Cependant, les mesures applicables à l'installation étant suffisamment encadrées par les arrêtés ministériels et par l'arrêté préfectoral, il n'est à ce jour pas nécessaire d'actualiser son arrêté préfectoral. Le classement de l'établissement au titre des rubriques 3xxx (« IED ») de la nomenclature des installations classées sera toutefois à mettre à jour à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral.

A titre d'information, l'exploitant avait demandé une reconduction de la VLE du paramètre COVT mentionnée actuellement au sein de son arrêté préfectoral n°2010/7139 du 20 octobre 2010 sans demander formellement une dérogation à la VLE du COVT mentionnée au point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation (BREF WT). A ce jour, les informations communiquées par l'exploitant sont insuffisamment justifiées pour que l'inspection puisse instruire une telle demande. En effet, il doit justifier dans une évaluation que l'application des dispositions concernées entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement conformément aux dispositions de l'article R.515-68 du code de l'environnement. Par conséquent, les dispositions du point III de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 restent applicables.

L'inspection rappelle que l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 est devenu applicable à l'installation depuis le 03 décembre 2023. Tandis que l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 est applicable à l'installation depuis le 12 novembre 2023.

L'établissement fera l'objet d'une inspection afin de vérifier la conformité des installations sur les MTDs qui restent à déployer ou pour lesquelles des vérifications complémentaires sont nécessaires. Les justificatifs qui seront demandés au cours de cette inspection sont mentionnés au chapitre 3 "Conclusions et synthèse". Il est proposé par conséquent de clore ce dossier de réexamen, de transmettre à l'exploitant ce rapport afin de lui permettre de préparer au mieux l'inspection à venir et de notifier l'exploitant de ces conclusions, conformément à l'article R. 515-73 II du Code de l'environnement. Un projet de notification est proposé en annexe.

*Rédacteur*

L'inspectrice de l'environnement

*Vérificateur*

Le chargé de mission « déchets »

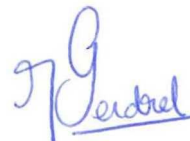
*Approbateur*

La cheffe du département risques chroniques



Aurere ETHIEVANT  
P/O Olivier CASEAU

Olivier CASEAU



Guillemette DE KERDREL

Copie : DRIEAT/SPPE

**Objet : Dossier de réexamen et rapport de base de votre établissement du SIAAP à Valenton**

Par les envois précisés dans le rapport de l'inspection ci-joint, vous m'avez transmis le dossier de réexamen et le rapport de base du SIAAP situé à Valenton, ainsi que les compléments

Ces installations sont actuellement réglementées par les arrêtés préfectoraux dont la liste est indiquée au début du rapport.

Après examen de vos dossiers par l'inspection des installations classées et des prescriptions des arrêtés préfectoraux les réglementant, j'estime qu'il n'est pas nécessaire d'actualiser les prescriptions applicables à ces installations. Une mise à jour de votre classement ICPE sera à réaliser lors d'un prochain arrêté préfectoral.

Par ailleurs, je vous rappelle que les prescriptions :

- de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED et notamment celles indiquées en annexe du présent courrier sont applicables à votre installation depuis le 3 décembre 2023,
- de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED et notamment celles indiquées en annexe du présent courrier sont applicables à votre installation depuis le 17 août 2022

La présente notification, ainsi que le rapport de l'inspection des installations classées et les arrêtés préfectoraux en vigueur concernant ces installations sont disponibles sur le site internet du ministère de l'écologie à l'adresse suivante :  
<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations/donnees#/>

**Les MTD pour l'incinération des déchets**  
**Décision 2019/2010 du 12 novembre 2019 (JOUE du 03/12/2019)**

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

n° MTD	Désignation de la MTD	Désignation de l'annexe et la section de l'Arrêté ministériel
1	Systèmes de management environnemental	2.1
2 20	Surveillance de l'efficacité énergétique Niveaux d'efficacité énergétique associés à la MTD (NEEA-MTD) pour l'incinération des déchets	2.2.7
3	Surveillance des principaux paramètres de procédé pour les émissions dans l'air et dans l'eau	2.2.1
4	Surveillance des effluents gazeux	2.2.2.a
5	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	2.2.5
6	Surveillance des effluents aqueux	2.2.3.a
9	Gestion des flux de déchets	3.1
11	Livraison des déchets	3.2
12	Réception, manutention et stockage des déchets	3.3
14	Conditions de combustion	3.4
15	Procédures pour adapter les réglages de l'unité d'incinération	/
16	Procédures opérationnelles afin de limiter autant que possible les opérations de mise à l'arrêt et de démarrage	/
17	Conception et exploitation du système d'épuration des fumées et de la station d'épuration des effluents aqueux	/
18	Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	3.5.1 et 3.5.2
19 20	Utilisation d'une chaudière à récupération de chaleur Techniques pour accroître l'efficacité énergétique	4
21	Émissions diffuses de l'unité d'incinération	5.1.1
25	Émissions de poussières, de métaux et de métalloïdes	5.2.1, 7.1.1, 7.2 et 7.3
27 28	Émissions atmosphériques canalisées de HCl, de HF et de SO <sub>2</sub> résultant de l'incinération des déchets	5.2.2, 7.1.1, 7.2 et 7.3
29	Émissions de NO <sub>x</sub> , de N <sub>2</sub> O, de CO et de NH <sub>3</sub>	5.2.3, 7.1.1, 7.2 et 7.3
30	Émissions de composés organiques	5.2.4, 7.1.1, 7.2 et 7.3
31	Émissions de mercure	5.2.5, 7.1.1, 7.2 et 7.3
32	Séparation des flux d'effluents aqueux	6.1
33	Utilisation d'eau et réduction des effluents	6.2

37	Gestion du bruit	3.6
----	------------------	-----

## Les MTD pour le traitement des déchets

[Décision 2018/1147 du 10 août 2018](#) (JOUE du 17/08/2018)

**Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED**

§ ou n° MTD	Désignation du chapitre (§) ou de la MTD	Désignation de l'annexe et la section de l'Arrêté ministériel
MTD 1	Appliquer un système de management environnemental (SME)	Annexe 2, section I
MTD 2	Appliquer une procédure de caractérisation, de certificat d'acceptation préalable, et de contrôle à l'entrée, et de séparation et tri	Annexe 2, section II et Annexe 3.1
MTD 3	Etablir un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	Annexe 2, section III
MTD 4	Sécuriser les lieux de stockage des déchets (lieu adaptés, distances, capacités, rétention, séparation)	Annexe 3.1, section I
MTD 5	Sécuriser la manutention et le transfert des déchets (formation, procédures écrites, détecter et atténuer les déversements, protection contre la diffusion)	Annexe 3.1, section II
MTD 6	Suivre les principaux paramètres du procédé	Annexe 2, section IV, 2) a)
MTD 7	Surveillance des rejets aqueux à fréquence minimale	Annexe 2, section IV, 2) b)
MTD 8	Surveillance des émissions canalisées dans l'air à fréquence minimale	Annexe 2, section IV, 1)
MTD 10	Surveillance périodique des odeurs	Annexe 2, section IV, 1)
MTD 11	Surveillance de la consommation annuelle d'eau, d'énergie et de matières premières	Annexe 2, section I
MTD 12	Plan de gestion des odeurs	Annexe 3.1, section III, 2)
MTD 13	Réduire les dégagements d'odeurs	Annexe 3.1, section III, 1)
MTD 14	Réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs	Annexe 3.1, section VI
MTD 17	Plan de gestion des bruits et vibrations	Annexe 3.1, section IV, 2)
MTD 18	Réduire le bruit et les vibrations	Annexe 3.1, section IV, 1)
MTD 19	Réduire le volume d'eaux usées produit et réduire les rejets dans le sol et les eaux	Annexe 3.1, section VII
MTD 20	Traiter les eaux usées afin de réduire les rejets (directs et indirects) dans l'eau en respectant des concentrations	Annexe 3.1, section X ; Annexe 3.2, section III ; Annexe 3.3, section IV ; Annexe 3.4, section IX ; Annexe 3.5, section III
MTD 21	Limiter les conséquences environnementales des accidents et incidents (protections, procédures, retour d'expérience)	Annexe 3.1, section VIII
MTD 23	Plan d'efficacité énergétique et bilan énergétique	Annexe 3.1, section IX

MTD 25	Emissions dans l'air	Annexe 3.2, section III
MTD 31	Emissions dans l'air	Annexe 3.2, section III